



Bilan économique positif

Lors de sa première session, le 12 janvier dernier, la nouvelle Assemblée nationale populaire du Cap-Vert réalisait à l'unanimité le président Aristides Pereira, qui dirige le pays depuis son indépendance, voici dix ans. L'élection au suffrage universel, le 7 décembre 1985, de cette Assemblée à la quasi-unanimité des 70% d'électeurs inscrits, ayant participé au vote (s'est la troisième législature depuis l'indépendance) constitue l'aboutissement d'une longue série de débats sur les thèmes politiques d'actualité auxquels la population était invitée. Ceux-ci ont été vifs et les listes des candidatures ont été modifiées en fonction du déroulement des discussions et des critiques.

Cela a été jugé positivement par le P.A.I.C.V., le parti au pouvoir, qui a pris la relève du P.A.I.G.C. après la scission avec l'aile guinéenne de l'ancien parti binational fondé par Amilcar Cabral. Le P.A.I.C.V. s'est rejoui de "l'esprit critique et responsable" - un des objectifs poursuivis depuis l'indépendance - dont a fait preuve la population. Le souci de démocratiser la gestion des affaires publiques et de tenir compte de la pluralité d'opinion a toujours prévalu dans la pratique politique de l'équipe dirigeante capverdienne.

Un homme a tout particulièrement incarné le "style" des dirigeants de cet archipel, réputé

pour sa stabilité politique: le président Aristides Pereira. Cet ancien compagnon d'Amilcar Cabral, auquel il a succédé au poste de secrétaire général du P.A.I.G.C., le 20 janvier 1973, fait partie de ces leaders dont le charisme et la popularité s'affirment chaque jour davantage. Il a conquis la population capverdienne et fascine nombre de ses interlocuteurs étrangers. Sa réélection, ainsi que celle de son premier ministre, Pedro Pires, n'a pas été une surprise, c'est vrai. Mais elle n'a pas été non plus un acte formel.

Les dirigeants du Cap-Vert peuvent se prévaloir d'un bilan économique positif. Surtout, une sage gestion de l'économie a permis d'éviter le retour des famines qui déciment périodiquement la population de cet archipel volcanique aux terres particulièrement désolées.

Les dirigeants du Cap-Vert ont su attirer une aide internationale importante et pour éviter tout détournement et toute spéculation, le gouvernement a mis en place un système efficace de distribution des denrées alimentaires provenant de cette aide (sur les mécanismes de cette distribution voir l'article "L'aide alimentaire internationale accordée à la République du Cap-Vert - une expérience pilote?" dans ce dossier). Les sommes recueillies par la vente des denrées alimentaires sont reversées à un Fonds national de développement qui finance des travaux d'utilité publique requérant une nombreuse main-d'oeuvre: construction de routes, d'ouvrages de retenue des eaux, reboise-

ment, contribuant ainsi à résorber un chômage important, en particulier en milieu rural.

C'est dans le domaine du reboisement que les résultats les plus spectaculaires ont été obtenus. Depuis 1975, plus de dix millions d'arbres ont été plantés, en grande partie grâce au travail volontaire, auquel est appelée la population quelques jours par an après les pluies.

L'industrialisation de l'archipel, dépourvu de toute ressource minière, avance à petits pas et le chantier de réparation navale de l'île de San-Vicente n'a pas attiré toute la clientèle attendue. Mais le tourisme se développe. En matière de scolarisation et surtout de santé, les résultats sont loin d'être négligeables: soixante mille élèves dans les écoles, en légère progression depuis l'indépendance, et cent quatre médecins au lieu de treize.

Mais les exportations - poissons et bananes - ne couvrent toujours qu'une partie infime des importations (6%). La balance des paiements est toutefois équilibrée grâce à l'aide internationale, aux redevances le l'aéroport international le l'île de Sal et aux mandats des émigrés.

Le bilan de dix ans de gestion du P.A.I.C.V. apparaît donc plutôt "globalement positif".

(sources: Le Monde du 7.12.1985; Afrique-Asie du 27.1.1986)